

Dans le cadre de la mise en œuvre des délégations de pouvoir qui ont été accordées au Bureau communautaire lors du Conseil communautaire du 24/09/2020, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L.5211-10), l'assemblée délibérante est appelée à connaître et à prendre acte des décisions que le Bureau communautaire a été amené à prendre.

Liste des décisions prises par le Bureau communautaire
Séance du 20/02/2025

Décision N°2025-001 : Adhésion au dispositif CDG80 de signalement des actes de violence de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique

Le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L135-6 et L452-43 prévoit pour les employeurs des 3 versants de la fonction publique l'obligation d'instaurer un dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes (au sein des collectifs de travail).

Les objectifs majeurs de ce dispositif sont les suivants :

- Effectivité de la lutte contre tout type de violence, discrimination, harcèlement et en particulier les violences sexuelles et sexistes
- Protection et accompagnement des victimes
- Sanction des auteurs
- Structuration de l'action dans les 3 versants de la fonction publique pour offrir des garanties identiques
- Exemplarité des employeurs publics

Le décret n°2020-256 d'application prévu pour ce dispositif est paru le 13 mars 2020. Il détermine avec précision les composantes du dispositif à mettre en œuvre par les employeurs publics.

L'article L452-43 du Code Général de la Fonction Publique prévoit également que « *les centres de gestion mettent en place, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement prévu à l'article L135-6 du Code Général de la Fonction Publique* ».

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territorial de la Somme (CDG80) propose donc une prestation pour la mise en œuvre de ce dispositif obligatoire. Il a choisi d'externaliser, via un marché public, le dispositif par l'intermédiaire d'un contrat auprès d'un prestataire externe spécialisé afin de garantir une totale indépendance entre les conseils dispensés aux employeurs par les services du CDG80 et l'accompagnement et le soutien prévu par le dispositif en direction des agents.

Les collectivités et établissements publics qui le demandent peuvent adhérer au dispositif qui comprend à minima les composantes ci-après, telles que prévues par le décret précité :

- Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements,
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,

- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée.

Le traitement des faits signalés peut également être assuré par le dispositif ainsi que diverses prestations complémentaires.

Cette adhésion permet à la collectivité ou l'établissement de répondre aux obligations fixées par le décret n°2020-256 et de bénéficier des services suivants :

- Fourniture d'un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement (traçabilité des échanges),
- Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

La participation annuelle à la mise en place du dispositif et prise en charge via la cotisation additionnelle pour les collectivités et établissements affiliés qui souhaiteront adhérer au dispositif. Les collectivités et établissements publics dont un ou plusieurs agents effectuent un signalement via la plateforme devront verser au prestataire en charge de l'orientation et de l'accompagnement des agents et, le cas échéant, du traitement du signalement, une participation correspondant aux prestations délivrées dans ce cadre.

L'accès à la plateforme et le pilotage du dispositif sont assurés par le CDG80, en lien avec le prestataire.

L'adhésion au dispositif se matérialise par la signature :

- D'une convention d'adhésion avec le CDG80 qui définit les modalités de mise en œuvre, la durée, les droits et obligations de chacune des parties, les mesures de protection des données personnelles ainsi que les modalités de résiliation,

→ Adopté à l'unanimité

Décision N°2025-002 : Validation des dossiers de demandes d'aide dans le cadre de l'opération OPAH-RR

La séance ouverte,

Le président rappelle au Bureau les enjeux et objectifs de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Revitalisation Rurale (OPAH-RR) qui a démarré le 15 septembre 2020 pour une durée de 5 ans. Il s'agit d'une opération commune avec la Communauté de Communes de la Haute Somme. Le dispositif concerne donc 103 communes.

L'OPAH-RR a pour objectif d'inciter des propriétaires privés à réaliser des travaux d'amélioration de l'habitat grâce notamment :

- à des subventions : ANAH, Communauté de Communes, Caisse de retraite, Action Logement, Conseil Départemental, Région (dispositif AREL) ... ;
- à un accompagnement gratuit, réalisé par SOLIHA (opérateur désigné par les Communautés de Communes), des propriétaires privés dans leur projet de travaux.

Le président indique également un abondement de la part de Terre de Picardie comme suit :

- 15% plafonnés à 3 000 € pour les propriétaires occupants
- 5% plafonnés à 1 000 € pour les propriétaires bailleurs
- primes « sortie de vacance » de 3000 € pour les PO et PB

Le président propose au Bureau Communautaire les 6 dossiers ci-dessous :

NOM	COMMUNE	MONTANT TRAVAUX TTC	MONTANT AIDE TDP
Madame Claude DHOT	VAUVILLERS	39 925.68 €	3 000 €
Madame Colette LEPERS	CHILLY	42 805.51 €	3 000 €
Monsieur Stéphane LESUR	BAYONVILLERS	65 688.33 €	3 000 €
Monsieur Paul MARMIGNON	BAYONVILLERS	76 335.89 €	3 000 €
Monsieur Jean-Pierre PITAVY	BOUCHOIR	47 162.26 €	3 000 €
Madame Léa VASSEUR	ROSIERES EN SANTERRE	58 157.26 €	3 000 €

→ **Adopté à l'unanimité**

Décision N°2025-003 : Programme Concerté pour l'Eau avec l'Agence de l'Eau

Le Président informe les membres du Bureau Communautaire qu'il est nécessaire de présenter un Programme Concerté pour l'Eau (PCE) pour les années 2025 à 2027 afin d'obtenir les subventions de l'Agence de l'Eau.

Le Président propose le PCE suivant :

MONTANTS PREVISIONNELS	
OPERATIONS	MONTANTS EN €.H.T
2025	
Programme de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols sur le territoire de la collectivité, étude préalable nécessaire à la réalisation de travaux éligibles	49 400 €
Création / mise en place de débitmètres en entrée des stations d'Estrées-Deniécourt et de Caix avec paramétrages vers la télégestion.	55 000 €

Création / mise en place d'appareils de télégestion de type Sofrel au poste de relevage et déversoir d'orage d'Harbonnières et à la station d'épuration de Rosières-en-Santerre.	
Travaux de mise en séparatif avec déconnexion des avaloirs des rues du parc et de Nesle à Chaulnes, création d'une canalisation eau pluviale de 110ml, exutoire vers bassin pluvial existant.	100 000 €
Etude de faisabilité pour la déconnexion des eaux pluviales de la place du jeu de paume à Harbonnières	50 000 €
Etude de faisabilité de type AVP-PRO pour la reconstruction de la station de Marchélepot-Misery avec déconnexion des eaux pluviales du réseau unitaire pour mise en séparatif.	40 000 €
Mise aux normes du point A2 de la station de Rosières-en-Santerre avec déviation des eaux pluviales strictes de Vrély vers l'OTEE (déconnexion de la lagune 1), équipement d'autosurveillance, équipement électromécanique, prestation d'automatisme, travaux de génie civil et pose canalisation.	160 000 €
Mise aux normes du point A2 de la station de Chaulnes avec création d'un poste de relevage en entrée, équipement d'autosurveillance, équipement électromécanique, prestation d'automatisme, travaux de génie civil et pose canalisation.	420 000€
2026	
Création / mise en place d'appareil de télégestion de type Sofrel au poste de relevage de la rue des haies à Rosières-en-Santerre, au poste de relevage de la rue de Péronne à Dompierre-Becquincourt et au	60 000 €

<p>poste de relevage du chemin des Habits à Caix avec paramétrages vers la télégestion.</p> <p>Création / mise en place de débitmètres en entrée ou sortie des stations de Proyard et Dompierre-Becquincourt avec paramétrages vers la télégestion.</p> <p>Création/mise en place de débitmètre de sectorisation entre les communes de Guillaucourt et Caix.</p>	
<p>Travaux de mise en séparatif de toute la zone réhabilitée par la mairie d'Harbonnières pour reconversion de parking, locaux médicaux, réaménagement de la place du jeu de paume. Déconnexion des eaux pluviales pour infiltration et déconnexion des eaux météoriques du réseau d'assainissement unitaire.</p>	500 000 €
<p>Extension de la canalisation d'eau pluviale pour la mise en séparatif du réseau d'eau usées de Marchépot-Misery avec réhabilitation du BSR et de la zone d'infiltration.</p>	200 000 €
<p>Reconstruction de la station de Marchépot-Misery.</p>	1 000 000 €
2027	
<p>Extension d'une canalisation d'eau usée en séparatif pour le raccordement à la nouvelle station d'épuration de Marchépot-Misery.</p>	500 000 €
<p>Mise en conformité des raccordements des eaux usées et des eaux pluviales des particuliers à Marchépot-Misery (RRPC).</p>	135 000 €

→ **Adopté à l'unanimité**

Décision N°2025-004 : Avenant marché de travaux de rénovation énergétique et de mise en accessibilité du gymnase de Chaulnes – LOT N° 7 Peinture (*Annule et remplace la décision 2024-027 concernant le LOT N°7*) et avenant n°3 au LOT N°1 Gros œuvre /charpente

La séance ouverte,

Le président informe le Bureau communautaire que suite à une erreur d'écriture sur le montant global du marché et sur l'avenant du LOT n°7, il est nécessaire **d'annuler et de remplacer** l'avenant relatif au LOT n°7 Peinture entreprise DURACHTA au marché de

travaux de rénovation énergétique et de mise en accessibilité du gymnase de Chaulnes
acté par décision 2024-027 du 12/12/2024, comme suit :

Montant initial du marché = 1 673 342.14 € HT

Montant suite avenant bureau du 15/10/2024 = 1 693 165.85 € HT

Montant suite avenant bureau du 12/12/2024 = 1 712 554.79 € HT

- **Erreur sur le montant total du marché**, le montant réel après avenants du bureau du 12/12/2024 = 1 705 079.33 € (+ 1.89663%) au lieu de 1 712 554.79 € (+ 2.34337 %)

Erreur écriture sur Avenant n°1_LOT N°7_Durachta :

Lot N°7_PEINTURE : ENTREPRISE DURACHTA – AVENANT N°1

Prestations supplémentaires non prévues :

- Peinture des murs béton latéraux de l'aire sportive (+3974.02 € HT
- Mise en peinture du dojo (mur porte d'entrée et au-dessus des protections murales) + 960.96 € HT

Montant du marché = 24 036.09 € HT

Montant avenant n°1 = 4 934.98 € HT

Nouveau montant de marché = 28 971.07 € HT

(soit une augmentation de 20.53154 %)

Lot N°1_GROS ŒUVRE CHARPENTE : ENTREPRISE PETER MARCEL– AVENANT N°3

Comblement autour des menuiseries du dojo.

Montant du marché : 416 832.19 € HT

Montant de l'avenant N°1 : +28 345.97 € HT

Montant de l'avenant N°2 + 4 394.50 € HT

Montant de l'avenant N°3 + 1 047.67 € HT

Nouveau montant du marché : 450 620.33 € HT

(Soit une augmentation de +1.81059 %)

➔ **Soit un nouveau montant travaux de 1 705 127.00 € HT soit 1.89948% par rapport au montant initial travaux**

➔ **Adopté à l'unanimité**

Liste des décisions prises par le Bureau communautaire
Séance du 04/03/2025

Décision N°2025-005 : Attribution du marché de fourniture et pose de mobilier pour la médiathèque à Rosières-en-Santerre - Marché n°2024-009

Le président informe le Conseil communautaire qu'un appel d'offres a été lancé pour la fourniture et la pose de mobilier pour la médiathèque à Rosières en Santerre.

Vu le rapport de la commission d'appel d'offres réunie légalement en date du 04 mars 2025, le président propose d'attribuer le marché public à :

LOT 1 - MOBILIER DE BIBLIOTHEQUE	SAS IDM
LOT 2 - MOBILIER DE BUREAU_MOBILIER CONFORT_MOBILIER EXTERIEUR	SAS IDM
LOT 3 - MOBILIER SUR MESURE	PIMP YOUR WASTE

Le marché est un accords-cadres à bon de commandes avec un montant maximum par lot pour une durée de 18 mois.

Taux de la TVA : 20 %

LOT	MONTANT MAXIMUM
LOT 1 - MOBILIER DE BIBLIOTHEQUE	240 000 €
LOT 2 - MOBILIER DE BUREAU_MOBILIER CONFORT_MOBILIER EXTERIEUR	105 000 €
LOT 3 - MOBILIER SUR MESURE	50 000 €
TOTAL	395 000 €

Les crédits seront inscrits au budget primitif 2025

→ Adopté à l'unanimité